

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Instruction du 27 novembre 2018 relative à la prévention et à la lutte contre les violences faites aux femmes

NOR : INTA1827039J

Annexe: tableau reprenant l'ensemble des mesures arrêtées.

*Le ministre de l'intérieur à Monsieur le préfet de police; Mesdames et Messieurs les préfets de région;
Mesdames et Messieurs les préfets de département; Monsieur le préfet de police des Bouches-du-Rhône.*

Le 25 novembre 2017, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, le Président de la République a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause de son quinquennat.

Le Président a indiqué que cette grande cause serait déclinée chaque année en une thématique qui ferait l'objet d'un plan d'actions et d'une campagne de communication.

Le premier thème retenu est celui de l'élimination complète des violences contre les femmes, considéré par le Président de la République comme le premier pilier de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Un plan de prévention et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes a été élaboré par le secrétariat d'État chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sous la forme d'un tableau reprenant l'ensemble des mesures arrêtées (joint en annexe). Leur mise en place fait l'objet d'un suivi régulier lors de réunions interministérielles.

Le ministère de l'intérieur est particulièrement mobilisé et porte plusieurs mesures phares de ce plan quinquennal :

- la création d'un portail de signalement en ligne des violences sexuelles ou sexistes aux forces de sécurité intérieure;
- le renforcement du dispositif des intervenants sociaux dans les commissariats de police et les brigades de gendarmerie, notamment avec la création de 39 pôles psychosociaux dans les commissariats, dans le cadre du déploiement de la police de sécurité du quotidien;
- la possibilité de porter plainte au sein des établissements hospitaliers pour les victimes dans l'incapacité de se déplacer (un projet de convention type de partenariat entre ces établissements et les directions départementales de sécurité publique est en cours d'élaboration);
- la mise en place à terme d'un recueil de preuves en matière de violences sexuelles et physiques dans les unités médico-judiciaires en l'absence de plainte;
- la mobilisation de l'expertise des référents sûreté de la police et de la gendarmerie nationales au profit des structures d'accueil des femmes victimes de violences, appuyée par la mise en place de « référents départementaux » auprès du préfet chargé de coordonner les actions et rechercher des financements;
- l'actualisation des modules de sensibilisation des policiers et gendarmes intervenant en milieu scolaire en matière de lutte contre les violences sexistes et le cyber-harcèlement;
- l'amélioration de l'accueil et de la prise en charge des victimes de violences, demandeuses d'asile.

➤ **Le portail de signalement en ligne des violences sexuelles et sexistes (portail VSS) sera opérationnel le 27 novembre prochain.**

Ce portail de signalement permettra aux victimes de violences sexuelles ou sexistes d'échanger avec des policiers ou gendarmes, spécialement formés, grâce à un outil de type « chat », afin d'assurer une prise en charge adaptée à chaque situation.

Sa finalité n'est pas de réaliser une pré-plainte en ligne, mais de faciliter l'accompagnement des victimes dans leurs premières démarches, tant sociales que judiciaires.

Ainsi, il permettra la prise en compte immédiate des signalements en ligne, l'orientation rapide et effective de la victime vers les services locaux compétents (police ou gendarmerie et dispositifs d'accompagnement ou de soutien), incluant la facilitation de son accueil dans ces services.

Dispositif commun à la gendarmerie et à la police, ce portail sera accessible depuis les sites internet officiels (www.service-public.fr ou www.signalement-violences-sexuelles-sexistes.gouv.fr) sous la forme d'une discussion interactive instantanée depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone.

Secteur police, la plateforme dédiée est implantée à Guyancourt (78) au sein des locaux rénovés du commissariat. Cette structure est armée de 16 policiers (dont un officier, responsable de la structure ayant bénéficié d'une formation

spécifique), élaborée par la DCRFPN en lien étroit avec la MIPROF, les acteurs associatifs, les magistrats spécialisés, les psychiatres et les psychologues. En outre, elle bénéficie de la présence d'une psychologue, apte si nécessaire à prendre le relais avec les victimes.

Secteur gendarmerie, ce sont les 20 personnels de la brigade numérique (BN) implantée à Rennes qui ont reçu une formation spécifique complémentaire en matière de prise en charge et d'orientation des femmes victimes de violences, formation à laquelle France Victimes et la Fédération Solidarité ont été associées.

Ce dispositif novateur doit faire l'objet dans votre département d'une information dans les jours qui suivront son inauguration en s'appuyant sur les kits de communication comprenant un dossier de presse, une plaquette, une affiche et la charte graphique du portail VSS.

Un comité de pilotage national co-présidé par le DGPN et le DGGN, en présence du secrétaire général, haut fonctionnaire à l'égalité des droits, se réunira deux fois par an.

➤ **La mise en place d'un réseau territorial des référents violences**

Le bilan des plans départementaux de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes, réalisé à partir des réponses au questionnaire adressé en juin dernier, démontre la grande implication de l'ensemble des départements et la bonne coordination entre les services de l'État et les acteurs locaux.

À ce titre, ce bilan met en exergue des actions et des dispositifs très innovants qu'il convient de partager.

Je souhaite poursuivre ces échanges d'informations et mutualiser ces bonnes pratiques, dans le cadre d'un réseau de référents «violences faites aux femmes».

À cet effet, vous désignerez, au sein du corps préfectoral, un référent qui sera le correspondant du haut fonctionnaire pour l'égalité des droits, le préfet, secrétaire général Christophe Mirmand, et de son adjointe, la préfète Nathalie Marthien.

Je vous demande de bien vouloir adresser, avant le 10 décembre, le nom du référent que vous aurez désigné à l'adresse suivante: nathalie.marthien@interieur.gouv.fr.

Les référents seront conviés dans les prochaines semaines à un séminaire d'échanges sur leur rôle, sur les actions et les dispositifs locaux qui ont montré leur efficacité, mais aussi sur les difficultés rencontrées dans leur département.

Je sais pouvoir compter sur votre implication et celle de vos services.

Fait le 27 novembre 2018.

CHRISTOPHE CASTANER

24	1	Prévention et sensibilisation	<p>Relancer une étude sur la réalité des femmes et des hommes en ce qui concerne l'isolement dans les logements sociaux, en particulier en ce qui concerne les femmes dans les transports. Élaborer un plan d'action pour améliorer la mobilité des femmes dans les transports collectifs, en particulier en ce qui concerne les femmes et les personnes âgées dans les transports collectifs.</p>	Ministère de l'Intérieur, Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC), Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC), Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC)	confirmé	<p>Travail en cours de réalisation (section 170 du 2ème plan VFI) financé par F200 (partiel) et financé par F200 (partiel).</p>	
25	1	Prévention et sensibilisation	<p>Appuyer les efforts de sensibilisation des femmes pour la sécurité des femmes dans les transports collectifs, en particulier en ce qui concerne les femmes et les personnes âgées dans les transports collectifs, en particulier en ce qui concerne les femmes et les personnes âgées dans les transports collectifs.</p>	Ministère de l'Intérieur, Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC), Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC)	confirmé	<p>Travail en cours de réalisation (section 108 du 2ème plan VFI) financé par F200 (partiel) et financé par F200 (partiel).</p>	
26	1	Prévention et sensibilisation	<p>Appuyer les efforts de sensibilisation des femmes pour la sécurité des femmes dans les transports collectifs, en particulier en ce qui concerne les femmes et les personnes âgées dans les transports collectifs, en particulier en ce qui concerne les femmes et les personnes âgées dans les transports collectifs.</p>	Ministère de l'Intérieur, Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC), Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC)	confirmé	<p>Travail en cours de réalisation (section 127 du 2ème plan VFI) financé par F200 (partiel) et financé par F200 (partiel).</p>	
27	1	Prévention et sensibilisation	<p>Appuyer les efforts de sensibilisation des femmes pour la sécurité des femmes dans les transports collectifs, en particulier en ce qui concerne les femmes et les personnes âgées dans les transports collectifs, en particulier en ce qui concerne les femmes et les personnes âgées dans les transports collectifs.</p>	Ministère de l'Intérieur, Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC), Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC)	confirmé	<p>Travail en cours de réalisation (section 127 du 2ème plan VFI) financé par F200 (partiel) et financé par F200 (partiel).</p>	
28	1	Prévention et sensibilisation	<p>Appuyer les efforts de sensibilisation des femmes pour la sécurité des femmes dans les transports collectifs, en particulier en ce qui concerne les femmes et les personnes âgées dans les transports collectifs, en particulier en ce qui concerne les femmes et les personnes âgées dans les transports collectifs.</p>	Ministère de l'Intérieur, Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC), Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC)	confirmé	<p>Travail en cours de réalisation (section 127 du 2ème plan VFI) financé par F200 (partiel) et financé par F200 (partiel).</p>	
29	1	Accompagner les victimes de violence sexuelle et sexuelle	<p>Mettre en place un système de signalement en ligne pour les victimes de violence sexuelle et sexuelle.</p>	Ministère de l'Intérieur, Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC), Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC)	confirmé	<p>Travail en cours de réalisation (section 127 du 2ème plan VFI) financé par F200 (partiel) et financé par F200 (partiel).</p>	<p>Accompagner les victimes de violence sexuelle et sexuelle</p>
30	1	Accompagner les victimes de violence sexuelle et sexuelle	<p>Mettre en place un système de signalement en ligne pour les victimes de violence sexuelle et sexuelle.</p>	Ministère de l'Intérieur, Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC), Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC)	confirmé	<p>Travail en cours de réalisation (section 127 du 2ème plan VFI) financé par F200 (partiel) et financé par F200 (partiel).</p>	<p>Accompagner les victimes de violence sexuelle et sexuelle</p>
31	1	Accompagner les victimes de violence sexuelle et sexuelle	<p>Mettre en place un système de signalement en ligne pour les victimes de violence sexuelle et sexuelle.</p>	Ministère de l'Intérieur, Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC), Direction des transports et de la mobilité (DITM), Direction des transports collectifs (DTC)	confirmé	<p>Travail en cours de réalisation (section 127 du 2ème plan VFI) financé par F200 (partiel) et financé par F200 (partiel).</p>	<p>Accompagner les victimes de violence sexuelle et sexuelle</p>

